

Cote du document: EB 2017/120/R.18  
Point de l'ordre du jour: 13  
Date: 17 mars 2017  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Informations actualisées sur les nouveaux mécanismes de financement: Programme de parcours professionnels

### Note pour les représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Luis Jiménez-McInnis  
Directeur du Bureau des partenariats  
et de la mobilisation des ressources  
téléphone: +39 06 5459 2705  
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

Saheed Adegbite  
Directeur du Bureau du budget  
et du développement organisationnel  
téléphone: +39 06 5459 2957  
courriel: s.adegbite@ifad.org

#### Transmission des documents:

William Skinner  
Chef du Bureau  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingtième session  
Rome, 10-11 avril 2017

---

Pour: Information

# Informations actualisées sur les nouveaux mécanismes de financement: Programme de parcours professionnels

## I. Introduction

1. En décembre 2016, la direction a présenté au Conseil d'administration<sup>1</sup> les trois nouveaux mécanismes de financement qui ont été créés pour encourager une coopération plus étroite avec des partenaires de développement au-delà des États membres du FIDA. Parmi ces mécanismes, le Programme de parcours professionnels progresse rapidement; le présent document en expose les dernières avancées.

## II. Contexte

2. Confrontés à toutes sortes de difficultés, liées au développement durable, au changement climatique et à l'emploi – des jeunes, en particulier –, les pays en développement auront besoin de solides compétences, au niveau national, pour relever ces défis. L'accès à une éducation, une formation et une expérience professionnelle de bonne qualité contribue de façon décisive à construire les qualifications et les capacités des jeunes, afin qu'ils puissent devenir la prochaine génération de dirigeants des pays en développement.
3. Dans le même temps, diverses initiatives soutenues par de grandes fondations philanthropiques fournissent des bourses d'études universitaires à des jeunes gens venant de pays en développement qui ont fait la preuve de leur talent académique et d'un solide potentiel pour occuper des fonctions dirigeantes. Ces programmes offrent des opportunités d'éducation cruciales dans le but de favoriser la création d'une réserve dynamique de talents professionnels qui pourront, à l'avenir, servir dans le secteur public ou privé des pays en développement. Bien souvent, toutefois, les diplômés rentrent dans leur pays avec d'excellents résultats universitaires et, éventuellement, l'expérience acquise lors d'un stage, mais pratiquement démunis de toute expérience professionnelle, ce qui rend difficile la transition vers l'emploi. Trop fréquemment, le soutien à l'élaboration d'un plan de carrière qui est fourni par l'université est déconnecté du contexte en vigueur dans le pays d'origine et des besoins du marché local du travail. Le secteur public, en particulier, a besoin de solides candidats qui soient prêts à s'attaquer à la trilogie de problèmes pressants que forment le développement rural, la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique, comme en témoignent les exigences croissantes qui se font jour au sein des unités d'exécution des projets financés par le FIDA. Pour contribuer à relever ce défi, le FIDA s'appuie sur ses programmes d'investissement rural pour créer un nouveau modèle de collaboration qui va aider les diplômés de l'enseignement supérieur à se lancer de façon plus efficace sur les trajectoires de carrière du secteur public dans les pays en développement, en vue de constituer une réserve de capacités nationales.

## III. Programme de parcours professionnels: ouvrir la voie aux futurs dirigeants

4. Avec son Programme de parcours professionnels, le FIDA exploite le potentiel de ses bureaux de pays pour contribuer à élargir le vivier de professionnels locaux, ayant une expérience de la gestion de questions critiques, sur le plan opérationnel et des politiques publiques, en rapport avec le développement agricole et rural. Ce programme se propose de recruter des candidats présentant un haut potentiel, récemment diplômés de l'enseignement supérieur grâce à des programmes internationaux de bourses d'études, pour qu'ils occupent, pendant deux ans, des postes professionnels dans les pays où le FIDA a des bureaux. Avancé sur cette voie, le FIDA a engagé un dialogue avec une sélection de fondations partenaires qui

---

<sup>1</sup> EB 2016/119/R.31.

se consacrent également à l'amélioration de l'accès à l'éducation et à l'emploi pour les jeunes professionnels des pays en développement. Le Programme de parcours professionnels prendrait la forme d'un partenariat entre le FIDA et une ou plusieurs fondations, visant à créer, de fait, le continuum de formation, réseaux et expérience professionnelle qui est requis pour faire éclore la prochaine génération de dirigeants dans les pays en développement.

5. Le programme s'appuierait sur un processus de sélection afin de nommer aux postes concernés des diplômés récents ayant bénéficié d'une bourse d'études d'une fondation partenaire. Ce sont les équipes du programme de pays du FIDA qui rédigeront le cahier des charges précisant, en fonction du contexte de chaque pays, les qualifications professionnelles nécessaires. Celles-ci pourront être d'ordre technique (agronomie, irrigation, adaptation au changement climatique, finance, accès aux marchés, ou autres) ou plus généralistes (politiques publiques, communication, gestion de projet). Les actes de candidature s'inscriraient dans un cadre fondé sur le processus existant de sélection et de recrutement au FIDA.
6. Il est envisagé que les candidats sélectionnés au titre de ce programme soient recrutés sur des postes à pourvoir dans leur propre pays d'origine, en tant qu'agents professionnels nationaux collaborant avec les bureaux de pays du FIDA pour appréhender en profondeur le contexte national et pour construire et exploiter des réseaux locaux en vue de leur future carrière. L'exposition à la diversité des questions opérationnelles, programmatiques, techniques, juridiques, financières et relationnelles qu'offre l'environnement de travail quotidien au FIDA permettra aux participants de prétendre, à terme, à des postes dans toute une série de métiers des secteurs public, associatif et privé de leur pays. L'exposition aux processus du secteur public fera néanmoins l'objet d'une attention plus particulière, car le programme vise à créer une réserve de jeunes professionnels innovants qui soient prêts à entrer dans la fonction publique. Le FIDA s'efforcera en outre d'impliquer les participants dans les projets qu'il finance et qui ciblent spécifiquement l'emploi des jeunes en milieu rural, en les intégrant étroitement à la conception de nouveaux projets et à la supervision de programmes en cours. Cet alignement pourrait aussi démultiplier l'impact du projet en offrant une perspective particulièrement pertinente sur le défi que constitue l'emploi des jeunes.
7. Calendrier. La direction mène actuellement des négociations avec des fondations partenaires qui seraient disposées à lancer le programme dans 20 pays d'Afrique subsaharienne fin 2017. Elle prévoit de solliciter, dans le courant de 2017, l'aval du Conseil d'administration autorisant le Président à négocier et accepter des contributions sous forme de fonds supplémentaires de la part d'une ou de plusieurs fondations partenaires à l'appui du Programme de parcours professionnels. Le FIDA entamera aussi un dialogue avec les gouvernements des pays concernés au sujet de la mise en œuvre du programme; ces partenaires joueront en effet un rôle décisif dans la réalisation de l'objectif ultime, à savoir créer une solide réserve de jeunes professionnels désireux de travailler dans le secteur public et qualifiés pour ce faire.
8. Pour lancer le programme dans les régions d'Afrique orientale et australe et d'Afrique de l'Ouest et du Centre, la direction lui allouera 2 millions d'USD prélevés sur les réserves accumulées provenant des commissions de gestion des fonds supplémentaires, en vue de mobiliser des contributions additionnelles d'une ou de plusieurs fondations. Cette allocation sera répartie sur les cinq premières années du programme, à titre de cofinancement aux côtés des fondations partenaires. Ces fonds initiaux devraient pouvoir financer le parcours de 8 à 10 participants sur cinq ans. Grâce aux contributions des fondations partenaires, le programme pourrait se développer, idéalement jusqu'à couvrir la totalité des 20 pays dans lesquels le FIDA dispose d'un bureau, lorsqu'il y existe des programmes nationaux qui pourraient bénéficier de capacités supplémentaires. Eu égard aux procédures, la direction sollicitera l'autorisation du Conseil d'administration pour recevoir ces fonds supplémentaires. Au cas où le FIDA ne parviendrait pas à trouver une fondation

disposée à contribuer, les fonds disponibles permettraient de mettre en œuvre un programme pilote, de taille plus modeste, en attendant de trouver d'autres donateurs. Le Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources a entrepris de contacter une gamme plus large de fondations en vue de déployer le programme dans les cinq régions d'activité du FIDA, où les fonds de démarrage devraient mobiliser des ressources additionnelles auprès des fondations.